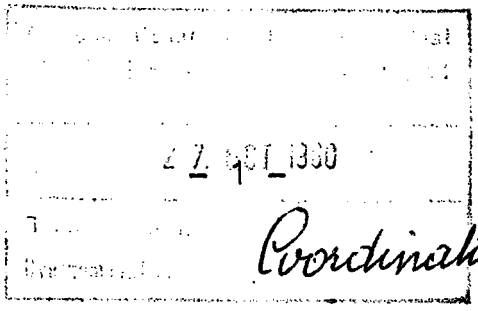
ADV.



Coordination(s)

L. 7289/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 septembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la protection des forces armées", a donné le 5 octobre 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e september 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de bescherming van de krijgsmacht", heeft de 5e oktober 1960 het volgend advies gegeven :

L'article 1er du projet érige en infraction la destruction et la détérioration volontaires du matériel et des fournitures qui jouissent d'une protection spéciale en raison de l'importance plus grande qu'ils présentent pour la défense du pays. Ce matériel et ces fournitures sont définis, dit l'exposé des motifs, mais ces définitions ne doivent pas être interprétées restrictivement. L'article 3 est relatif à des faits identiques, mais l'attentat est commis contre des objets autres que ceux qui sont visés à l'article 1er, et notamment les munitions et les explosifs.

L'article 2 réprime des faits de nature soit à empêcher l'utilisation normale des moyens de transport, installations, matériel ou armes énumérés à l'article 1er, soit à compromettre la sécurité de leur emploi ou entraver leur circulation ou leur déplacement. L'article 4 punit des faits identiques, mais ayant pour objet un matériel autre que celui dont il est question à l'article 1er.

Il résulte des explications fournies par le délégué du Gouvernement, que l'un des éléments constitutifs des infractions prévues par les articles 1er à 4 du projet, est la connaissance, dans le chef de l'auteur de l'infraction, que l'acte qu'il accomplit concerne des matériels et fournitures qui appartiennent aux forces armées ou sont utilisés pour leur besoin.

Le texte proposé ci-après tient compte de cette intention.

.../...

De plus, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait de meilleure technique législative de fusionner, d'une part,les articles 1er et 3, et, d'autre part, les articles 2 et 4.

Ces nouveaux articles pourraient être rédigés comme suit :

"Article 1er (nouveau).

§ 1er. Sera puni de dix à quinze ans de travaux forcés, celui qui, sachant qu'ils appartiennent aux forces armées, leur sont destinés ou sont utilisés pour leurs besoins, détruit ou détériore :

1° ...

2° ...

§ 2. Le coupable sera puni de la réclusion s'il s'agit d'autres matériel ou fournitures que ceux qui sont visés au § 1er.

Article 2 (nouveau).

§ 1er. Sera puni de dix à quinze ans de travaux forcés, celui qui aura commis volontairement un acte qu'il savait de nature soit à empêcher l'utilisation normale des moyens de transport, installations, matériel, engins ou armes visés à l'article 1er, alinéa 1er, soit à compromettre la sécurité de leur emploi ou à entraver méchamment leur circulation ou leur déplacement.

.../...

§ 2. Le coupable sera puni de la réclusion s'il s'agit de matériel ou fournitures qui sont visés à l'article 1er, § 2".

Si cette suggestion est suivie, les références internes contenues dans les autres articles du projet devront être modifiées en conséquence.

Article 5 du projet (qui deviendrait l'article 3).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 3 (nouveau).

Celui qui méchamment s'abstient d'effectuer une prestation qui lui incombe,est puni de la réclusion lorsque son abstention a eu l'un des résultats prévus aux articles 1er, § 1er,et 2, § 1er,et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à mille francs,ou d'une de ces peines seulement, lorsque son abstention a eu l'un des résultats prévus aux articles 1er, § 2, et 2, § 2".

Article 6 (qui deviendrait l'article 4).

Il se recommande dans les textes répressifs de ne pas se référer simplement, en ce qui concerne les peines applicables,à un article du Code pénal, mais d'indiquer explicitement tous les éléments dont le juge aura à tenir compte pour apprécier l'infraction sur laquelle il doit se prononcer.

.../...

Tenant compte de cette remarque, cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4 (nouveau).

Si les faits réprimés par les articles 1er, 2 et 3 ont causé des blessures ayant entraîné soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, le coupable sera condamné aux travaux forcés de quinze à vingt ans.

Si les faits ont causé la mort, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité".

Article 7 (qui deviendrait l'article 5).

Cet article a pour objet de réprimer les offres ou propositions de commettre certains crimes. Cette disposition, dit l'exposé des motifs, est semblable à l'article 123bis du Code pénal qui traite de ces mêmes infractions, perpétrées toutefois contre la sûreté extérieure de l'Etat. L'article 7 du projet transpose cette législation dans le domaine du sabotage du matériel des forces armées. Par l'emploi des termes "sans préjudice de l'application de dispositions plus sévères", cet article se réfère implicitement à l'article 1er de la loi du 7 juillet 1875 contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes, et aux articles 66 et 67 du Code pénal qui sont explicitement visés à l'article 123bis du Code pénal.

.../...

La rédaction de cet article gagnerait en clarté si elle s'inspirait de celle de l'article 123bis auquel le Gouvernement se réfère,et pourrait se lire comme suit :

"Article 5 (nouveau).

Sans préjudice de l'application de l'article 1er de la loi du 7 juillet 1875, des articles 66 et 67 du Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de cinquante francs à mille francs ,ou d'une de ces peines seulement :

1° ... infractions prévues aux articles 1er, 2 et 3...".

Article 8 (qui deviendrait l'article 6).

Cet article a pour objet d'augmenter le taux des peines prévues par les articles précédents, lorsque les infractions qui en font l'objet ont été commises entre le coucher et le lever du soleil, par deux ou plusieurs personnes, à l'aide de violences ou de menaces, avec effraction, escalade ou fausses clefs ,ou si des armes ou des objets paraissant des armes ont été employés ou montrés.

Si ces circonstances aggravantes peuvent se concevoir lorsqu'il s'agit d'actes qui ont pour but de détruire ou de détériorer du matériel des forces armées, elles peuvent difficilement s'appliquer toutes aux offres ou propositions de commettre certains crimes prévus par les articles 1er à 6 du projet; il ne se conçoit pas, par exemple, qu'une proposition de ce genre soit faite à l'aide d'escalade ou de fausses clefs.

.../...

Le Conseil d'Etat propose de scinder cet article en deux paragraphes : le premier serait relatif aux infractions prévues par les articles 1er à 6 du projet, le second traiterait de la matière qui fait l'objet de l'article 7 du projet; un troisième paragraphe reprendrait le dernier alinéa de cet article. L'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 6 (nouveau).

§ 1er. Lorsque les infractions prévues par les articles 1er à 4 auront été commises soit ... (comme au projet) ..., les peines portées à ces articles seront remplacées par ... (comme au projet) ...

§ 2. Lorsque la proposition prévue par l'article 5 aura été accompagnée de violences ou de menaces, l'emprisonnement correctionnel et l'amende seront remplacés par la réclusion.

§ 3. Lorsque les infractions prévues par les articles 1er à 5 auront été commises en temps de guerre, les peines portées par ces articles seront remplacées par celles qui sont prévues au § 1er".

Article 9, alinéa 1er (qui deviendrait l'article 7).

Dans cet alinéa il y a lieu de remplacer les mots : "les dispositions qui précèdent" par : "les articles 1er à 6 sont applicables ... (comme au projet) ...".

.../...

Article 9, alinéa 2 (qui deviendrait l'article 10).

Aux termes de cet alinéa , les actes de sabotage commis au préjudice du matériel militaire appartenant aux forces armées belges ou alliées de la Belgique "sont assimilés aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat pour l'application du chapitre II du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle". Il résulte de cette assimilation que les crimes et délits prévus par le projet, peuvent être poursuivis même s'ils ont été commis hors du territoire du Royaume et même si l'auteur, belge ou étranger, ne se trouve pas dans le pays et cela en vertu des articles 6, 1°, 10, 1°, et 12 du chapitre II précité.

Dans un but de clarté, et conformément à la remarque qui a été faite pour l'article 6 du projet, il serait préférable d'énoncer explicitement dans l'article les cas dans lesquels les infractions en question peuvent faire l'objet de poursuites.

La rédaction suivante est proposée pour cet alinéa :

"Article 10 (nouveau).

Pourront être poursuivis en Belgique, tout Belge et tout étranger qui hors du territoire du Royaume se seront rendus coupables d'un crime ou d'un délit prévus par les articles 1er à 7.

La poursuite de ces infractions aura lieu même si l'inculpé n'est pas trouvé en Belgique".

Cette disposition constituant toutefois une règle de procédure et spécialement de compétence, elle devrait faire l'objet d'un article distinct à placer après les dispositions pénales proprement dites, c'est-à-dire après l'article 11 du projet.

.../...

Articles 10, 11 et 12 (qui deviendraient les articles 8, 9 et 11).

Dans le corps de ces articles, la référence "aux ... articles précédents" doit être remplacée par la référence aux articles 1er à 7.

Article 10 (nouveau).

Voir le texte repris à l'article 9 du projet.

Article 13 du projet (qui deviendrait l'article 12).

Il n'est pas d'usage d'indiquer au liminaire des articles les textes modificatifs d'articles de Code; d'autre part, lorsqu'un article est remplacé dans son entier, le texte nouveau doit être précédé du mot : "Article ...".

Ces observations valent pour les articles 14 à 19 du projet.

Article 14 du projet (qui deviendrait l'article 13).

Le texte actuel de l'article 120bis, 1°, porte : "un magasin ou parc militaires".

Article 15 du projet (qui deviendrait l'article 14).

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 14.-

Dans l'article 120ter, 2°, du Code pénal, les mots "ou moyens de transport" sont insérés après les mots "autres établissements".

.../...

Article 18 du projet (qui deviendrait l'article 17).

Le liminaire et le dispositif de cet article devraient se lire :

"Article 17.-

Un article 298bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

"Article 298bis. Lorsque les infractions prévues aux articles 292, 293, 295, alinéa 1er, 297 et 298, auront été commises en temps de guerre, la réclusion sera remplacée par les travaux forcés de dix à quinze ans et l'emprisonnement, par la réclusion".

Article 19 du projet (qui deviendrait l'article 18).

La formule nouvelle du liminaire est :

"Un article 298ter, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

"Article 298ter ...".

Article 20 du projet (qui deviendrait l'article 19).

Cet article doit se lire :

"Article 19.-

L'article 6, 1°, de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"1° d'un crime ou d'un délit contre la sûreté de l'Etat ou d'un crime ou d'un délit prévu par le livre II, titre V, chapitre V, du Code pénal".

Article 21 du projet (qui deviendrait l'article 20).

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 20.-

L'article 10, 1°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"1° un crime ou un délit contre la sûreté de l'Etat ou un crime ou un délit prévu par le livre II, titre V, chapitre V, du Code pénal".

Artikel 1 van het ontwerp stelt straf op het vrijwillig vernielen of beschadigen van materieel en leveringen die wegens hun groter belang voor 's lands verdediging bijzonder worden beschermd. Dat materieel en die leveringen worden omschreven, zegt de memorie van toelichting, maar aan die omschrijvingen moet geen beperkende uitlegging worden gegeven. Artikel 3 slaat op dezelfde feiten, maar de aanslag wordt gepleegd op andere zaken dan in artikel 1 genoemd, inzonderheid op munitie en springstoffen.

Artikel 2 stelt straf op feiten die de normale aanwending van de in artikel 1 genoemde vervoermiddelen, installaties, materieel of wapens kunnen beletten, het veilig gebruik ervan kunnen in gevaar brengen of het verkeer of de verplaatsing ervan kunnen belemmeren. Artikel 4 stelt straf op dezelfde feiten wanneer zij gepleegd worden op ander materieel dan in artikel 1 is genoemd.

Naar uit de verklaringen van de gemachtigde der Regering blijkt, is een van de bestanddelen van de misdrijven, in de artikelen 1 tot 4 van het ontwerp omschreven, de wetenschap van de dader van het misdrijf dat zijn handeling betrekking heeft op materieel en leveringen die aan de krijgsmacht toebehoren of te haren behoeve worden gebruikt.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze bedoeling rekening gehouden.

Bovendien zou men, naar het oordeel van de Raad van State, met het oog op een goede wetgevingstechniek, de artikelen 1 en 3 enerzijds, en de artikelen 2 en 4 anderzijds beter samenvoegen.

.../...

Die nieuwe artikelen leze men dan als volgt :

"Artikel 1 (nieuw).

§ 1. Met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar wordt gestraft hij die, wetend dat die zaken aan de krijgsmacht toebehoren, voor haar bestemd zijn of voor haar behoeften worden aangewend, vernielt of beschadigt :

1° een schip, een vaartuig, een luchtvaartuig, een geleidtuig, een locomotief, een spoorwegwagon, een motorvoertuig of een aanhangwagen van zodanig voertuig ;

2° een wapen, een installatie of materieel voor overseining, voor telegeleiding, zelfbesturing, peiling, detectie, vuurleiding, voortbrenging, omzetting en verdeling van energie, water, motorbrandstoffen en smeermiddelen of een door middel van een motor gedreven tuig.

§ 2. De schuldige wordt gestraft met opsluiting wanneer het gaat om een ander materieel of andere leveringen dan in § 1 bedoeld.

Artikel 2 (nieuw).

§ 1. Met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar wordt gestraft hij die vrijwillig een handeling pleegt die, naar hij weet, de normale aanwending van de in artikel 1, § 1, bedoelde vervoermiddelen, installaties, materieel, tuigen of wapens kan beletten, het veilig gebruik ervan in gevaar kan brengen of het verkeer of de verplaatsing ervan kwaadwillig kan belemmeren.

§ 2. De schuldige wordt gestraft met opsluiting wanneer het gaat om materieel of leveringen als in artikel 1, § 2, bedoeld".

Wordt op dit voorstel ingegaan, dan behoren de interne verwijzingen in de overige artikelen van het ontwerp dienovereenkomstig te worden veranderd.

Artikel 5 van het ontwerp (zou artikel 3 worden
Dit artikel kan beter worden gelezen als volgt

"Artikel 3 (nieuw).

Hij die er zich kwaadwillig van onthoudt een prestatie te verrichten waartoe hij is verplicht, wordt gestraft met opsluiting, wanneer zijn onthouding een van de gevolgen heeft gehad als bedoeld in de artikelen 1, § 1, en 2, § 1, en met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot duizend frank,of met een van die straffen alleen, wanneer zijn onthouding een van de gevolgen heeft gehad als bedoeld in de artikelen 1, § 2, en 2, § 2".

Artikel 6 (zou artikel 4 worden).

In strafbepalingen verdient het aanbeveling, wat de toe te passen straffen betreft, niet zonder meer naar een artikel van het Strafwetboek te verwijzen, maar uitdrukkelijk alle gegevens te vermelden waarmede de rechter bij de beoordeling van het te berechten misdrijf rekening dient te houden.

.../...

Met inachtneming van deze opmerking kan dit artikel worden gelezen als volgt :

"Artikel 4 (nieuw).

Indien de feiten, waarop bij de artikelen 1, 2 en 3 straf is gesteld, verwondingen veroorzaken die hetzij een ongeneesbaar schijnende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot persoonlijke arbeid, hetzij het verlies van het volle gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge hebben, wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar.

Indien de feiten de dood veroorzaken, wordt de schuldige gestraft met levenslange dwangarbeid".

Artikel 7 (zou artikel 5 worden).

Dit artikel stelt straf op het aanbod of het voorstel om bepaalde misdaden te plegen. Deze bepaling, aldus de memorie van toelichting, stemt overeen met artikel 123bis van het Strafwetboek, dat slaat op dezelfde misdrijven,in zover zij tegen de uitwendige veiligheid van de Staat worden gepleegd. Artikel 7 van het ontwerp past die wetgeving toe op de sabotage van het materieel der krijgsmacht. Door de woorden "onverminderd de toepassing van strengere bepalingen" verwijst dit artikel impliciet naar artikel 1 van de wet van 7 juli 1875 houdende strafbepalingen tegen het aanbieden of voorstellen om zekere misdaden te plegen, en naar de artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek, die in artikel 123bis van genoemd Wetboek uitdrukkelijk zijn vermeld.

.../...

De tekst van dit artikel zou duidelijker zijn indien men een voorbeeld nam aan artikel 123bis waarnaar de Regering verwijst. Hij kan dan worden gelezen als volgt :

"Artikel 5 (nieuw).

Onverminderd de toepassing van artikel 1 van de wet van 7 juli 1875 en van de artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van vijftig frank tot duizend frank ,of met een van die straffen alleen :

1° het aanbod of het voorstel tot het plegen van een van de misdrijven omschreven in de artikelen 1, 2 en 3 ;

2° de aanvaarding van dat aanbod of van dat voorstel".

Artikel 8 (zou artikel 6 worden).

Dit artikel verzwaart de in de vorige artikelen bepaalde straffen, wanneer de bedoelde misdrijven worden gepleegd tussen zonsondergang en zonsopgang door twee of meer personen met behulp van geweld of bedreiging, met braak, inklimming of valse sleutels , of indien wapens of voorwerpen die wapens schijnen te zijn, worden gebruikt of getoond.

.../...

Deze verzwarende omstandigheden kunnen zich weliswaar voordoen bij handelingen die het vernielen of beschadigen van materieel van de krijgsmacht ten doel hebben. Zij kunnen echter bezwaarlijk alle worden toegepast op het aanbod of het voorstel om sommige bij de artikelen 1 tot 6 van het ontwerp omschreven misdaden te plegen ; zo is het bijvoorbeeld niet denkbaar, zodanig voorstel te doen met behulp van inklimming of valse sleutels.

Voorgesteld wordt,dit artikel te splitsen in twee paragrafen, waarvan de eerste slaat op de misdrijven omschreven in de artikelen 1 tot 6 van het ontwerp en de tweede op de stof waarover artikel 7 van het ontwerp handelt ; een derde paragraaf zou het laatste lid van dit artikel overnemen. De tekst ware dan te lezen als volgt :

"Artikel 6 (nieuw).

§ 1. Wanneer de in de artikelen 1 tot 4 omschreven misdrijven worden gepleegd, hetzij tussen zonsondergang en zonsopgang door twee of meer personen, hetzij met behulp van geweld of bedreiging, met braak, inklimming of valse sleutels of indien wapens of voorwerpen die wapens schijnen te zijn, worden gebruikt of getoond, worden de in deze artikelen bepaalde straffen vervangen als volgt :

- correctionele gevangenisstraf en geldboete door opsluiting ;
- opsluiting door dwangarbeid van tien tot vijftien jaar ;

.../...

- dwangarbeid van tien tot vijftien jaar door dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar ;
- dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar door levenslange dwangarbeid ;
- levenslange dwangarbeid door de dood.

§ 2. Wanneer het in artikel 5 omschreven voorstel vergezeld gaat van geweld of bedreiging, worden de correctionele gevangenisstraf en de geldboete vervangen door opsluiting.

§ 3. Wanneer de in de artikelen 1 tot 5 omschreven misdrijven gepleegd worden in oorlogstijd, worden de in die artikelen bepaalde straffen vervangen door de straffen in § 1".

Artikel 9, eerste lid (zou artikel 7 worden).

Men leze de tekst als volgt :

De artikelen 1 tot 6 zijn van toepassing, onverschillig of het feit tegen de krijgsmacht van België wordt gepleegd, dan wel tegen de krijgsmacht van een Staat waarmede België verbonden is door een regionaal akkoord met het oog op een gemeenschappelijke verdediging of waarvan België bondgenoot is in de zin van artikel 117 van het Strafwetboek.

Artikel 9, tweede lid (zou artikel 10 worden).

Luidens het tweede lid van dit artikel worden sabotagedaden ten nadele van het militair materieel dat aan de Belgische krijgsmacht of aan de bondgenoten van België toebehoort, "gelijkgesteld met misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat voor de toepassing van hoofdstuk II van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering".

.../...

Daaruit vloeit voort dat de in het ontwerp omschreven misdaden en wanbedrijven kunnen worden vervolgd, zelfs indien zij buiten het grondgebied van het Rijk worden gepleegd en zelfs indien de dader, onverschillig of hij Belg of vreemdeling is, zich niet in het land bevindt, en wel op grond van de artikelen 6, 1°, 10, 1°, en 12 van evengenoemd hoofdstuk II.

Duidelijkheidshalve, en overeenkomstig de opmerking bij artikel 6 van het ontwerp, ware het verkieslijk in het artikel met zoveel woorden te zeggen in welke gevallen die misdrijven kunnen worden vervolgd.

Voorgesteld wordt, de tekst te lezen als volgt :

"Artikel 10 (nieuw).

Iedere Belg en iedere vreemdeling die zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maken aan een in de artikelen 1 tot 7 omschreven misdaad of wanbedrijf, kunnen in België worden vervolgd.

Deze misdrijven worden vervolgd, zelfs indien de verdachte niet in België wordt aangetroffen".

Aangezien deze bepaling echter een procedureregel en speciaal een bevoegdheidsregel is, dient zij een afzonderlijk artikel te vormen dat na de eigenlijke strafbepalingen, dus na artikel 11 van het ontwerp, moet komen.

.../...

Artikelen 10, 11 en 12 (zouden de artikelen 8, 9 en 11 worden).

Men leze deze artikelen als volgt :

Artikel 8 (nieuw).

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven in de artikelen 1 tot 7 omschreven.

Artikel 9 (nieuw).

Militaire degradatie wordt uitgesproken tegen elke militair die zich schuldig maakt aan een van de in de artikelen 1 tot 7 omschreven misdrijven en veroordeeld is tot een hogere straf dan drie jaar gevangenisstraf.

Zij kan worden uitgesproken wanneer de straf geen drie jaar gevangenisstraf te boven gaat.

Artikel 11 (nieuw).

De in de artikelen 1 tot 7 omschreven misdrijven, alsmede die welke ermee samenhangen of een ondeelbaar geheel vormen, worden door de militaire gerechten berecht".

Artikel 10 (nieuw).

Zie deze tekst bij artikel 9 van het ontwerp.

.../...

Artikel 13 van het ontwerp (zou artikel 12 worden).

Het is niet gebruikelijk in de inleiding van artikelen te verwijzen naar de teksten die artikelen van een Wetboek hebben gewijzigd. Wordt een geheel artikel vervangen, dan moet de nieuwe tekst worden voorafgegaan door het woord : "Artikel ...".

Deze opmerkingen gelden voor de artikelen 14 tot 19 van het ontwerp.

Voorts vervange men in artikel 13 van het ontwerp onder 1°, 2° en 3°, de woorden : "al wie" telkens door : "hij die".

Artikel 14 van het ontwerp (zou artikel 13 worden).

Men vervange "rij- en voertuig" door "voertuig".

De huidige Franse tekst wan artikel 120bis, 1°, vermeldt : "un magasin ou parc militaires".

Artikel 15 van het ontwerp (zou artikel 14 worden).

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 14.-

In artikel 120ter, 2°, van het Strafwetboek worden de woorden : "of vervoermiddelen" ingevoegd na de woorden : "bedoelde inrichtingen".

Artikel 16 van het ontwerp.

Men vervange de woorden "gewapende strijdkrachten" door : "krijgsmacht".

.../...

Artikel 17 van het ontwerp.

Zelfde opmerking als bij artikel 16.

Artikel 18 van het ontwerp (zou artikel 17 worden).

Men leze inleiding en tekst van dit artikel als volgt :

"Artikel 17.-

In het Strafwetboek wordt een artikel 298bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 298bis.- Wanneer de misdrijven omschreven in de artikelen 292, 293, 295, eerste lid, 297 en 298, in oorlogstijd worden gepleegd, wordt de opsluiting vervangen door dwangarbeid van tien tot vijftien jaar en de gevangenisstraf door opsluiting".

Artikel 19 van het ontwerp (zou artikel 18 worden).

Men leze inleiding en tekst van dit artikel als volgt :

"Artikel 18.-

In het Strafwetboek wordt een artikel 298ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 298ter.- De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing, onverschillig of het feit tegen de krijgsmacht van België wordt gepleegd, dan wel tegen de krijgsmacht van een Staat waarmee België verbonden is door een regionaal akkoord met het oog op een gemeenschappelijke verdediging, of waarvan België bondgenoot is in de zin van artikel 117".

.../...

Artikel 20 van het ontwerp (zou artikel 19 worden).

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 19.-

Artikel 6, 1°, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt door de volgende bepaling vervangen :

" 1° aan een misdaad of een wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat of aan een misdaad of een wanbedrijf omschreven in boek II, hoofdstuk V, titel V, van het Strafwetboek ".

Artikel 21 van het ontwerp (zou artikel 20 worden).

Dit artikel dient te worden gelezen als volgt:

"Artikel 20.-

Artikel 10, 1°, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

1° een misdaad of een wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat of een misdaad of een wanbedrijf omschreven in boek II, titel V, hoofdstuk V, van het Strafwetboek ".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
R.de RYKE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.